



HAL
open science

L'impact des événements de Hongrie octobre – novembre 1956

Nicolas Monod

► **To cite this version:**

Nicolas Monod. L'impact des événements de Hongrie octobre – novembre 1956 . Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 89-107, 2014, 978-2-271-07823-0. halshs-01257897

HAL Id: halshs-01257897

<https://shs.hal.science/halshs-01257897>

Submitted on 18 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'impact des événements de Hongrie octobre – novembre 1956¹

Nicolas Monod

L'insurrection hongroise d'octobre et de novembre 1956 représente un moment clef de cristallisation des tensions durant les années de Guerre froide, non pas tant dans ses implications internationales, mais plutôt par son impact sur les représentations des contemporains. En effet, autant par son imprévisibilité que par son intensité, et peut-être surtout par son dénouement tragique, elle constitue un puissant facteur en France de mobilisation collective et d'émotion partagée. Or les événements de Hongrie, qui surviennent dans un contexte international tendu dans lequel la France est engagée dans de véritables conflits (Algérie, crise de Suez), ont longtemps été perçus à l'aune du désamour des intellectuels et des compagnons de route du PCF à l'égard de l'URSS². Mais, vu d'en bas, ce temps court - quelques semaines - est avant tout un catalyseur de passions, longtemps contenues, qui s'extériorisent, à travers toutes ces manifestations, spontanées ou non, de compassion, de solidarité et d'indignation.

Outre la presse, source précieuse, car principal vecteur médiatique de l'époque, dont de nombreux articles sont illustrés de photographies et de cartes, les sources consultées sont constituées de tracts, d'affiches, mais

1. Synthèse réalisée à partir des travaux d'Olivier Büttner et des correspondants départementaux de l'IHTP : Gérard Bourdin (Orne), Hélène Chaubin (Hérault), Xavier Desbrosse (Marne), Jean-Louis Étienne (Meurthe-et-Moselle), Pascal Girard (Aube), Jean-Claude Lahaxe (Bouches-du-Rhône), Nicolas Monod (Bas-Rhin), Alain Olivier (Mayenne).

2. Si certains noms sont célèbres comme Emmanuel Leroy Ladurie, Annie Kriegel, François Furet, l'historien Marc Lazar nuance et relativise quelque peu l'ampleur de ces prises de distance. Cf. *Le PCF et l'année 1956*, Actes des journées d'études organisées par les archives départementales de la Seine-Saint-Denis, les 29 et 30 novembre 2006. URL : www.gabrielperi.fr/Le-Parti-communiste-francais-et-l. Voir aussi Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, PUF, coll. « Thémis Histoire », Paris, 2000 ainsi que Sirinelli Jean-François, « Un automne 56 », in Sirinelli Jean-François, *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 167-191.

aussi des rapports des RG, ainsi que ceux des préfets et de leurs cabinets. Ces derniers témoignent, d'une part, du souci des autorités de mesurer l'impact des événements en France et, d'autre part, de leur surprise devant l'ampleur d'une mobilisation qui, dans certaines villes, dégénère.

Le sort tragique de la Hongrie suscite en France une vague inédite d'empathie, de solidarité et de colère dans l'opinion publique. Il entraîne un désarroi chez les sympathisants et même chez certains militants communistes et cégétistes. Pourtant, si les polémiques sont vives, elles n'en retombent pas moins assez vite dès lors que la « normalité » presque rassurante d'un monde qui reste divisé reprend le dessus dans les représentations. Ainsi, à court terme, chacun reste en apparence campé dans ses certitudes même si le coup de semonce a été, pour les communistes français, extrêmement sérieux.

UNE LARGE COUVERTURE MÉDIATIQUE

Il faut garder à l'esprit la brièveté autant que l'imprévisibilité des événements qui se produisent en Hongrie à partir du 23 octobre, et qui surviennent à la suite de plusieurs semaines de tensions en Pologne qui ont déjà suscité l'intérêt de la presse occidentale. Or, l'actualité est alors féconde et plutôt « anxigène » pour une population inquiète de voir la France impliquée dans des théâtres d'opérations belligènes et préoccupée par le risque de pénurie de carburants³. Pourtant les événements de Hongrie deviennent vite incontournables et sont l'objet d'une large couverture médiatique (la radio et les actualités cinématographiques prenant aussi leur part⁴), ce qui contribue à la sensibilisation de l'opinion publique.

En région, c'est la presse locale non communiste qui constitue le principal vecteur d'information et qui, de ce fait, contribue à nourrir les représentations. Sensibilisée depuis plusieurs semaines aux soubresauts du

3. La crainte de graves complications diplomatiques grandit avec l'insurrection hongroise puis sa répression. Un exemple significatif est donné par la décision prise par le directeur du musée des Beaux-Arts de Besançon de déplacer début novembre du grenier vers les sous-sols, des caisses susceptibles d'abriter une partie des collections, comme en septembre 1939. Archives municipales de Besançon, 181 W 11, correspondance du 11 novembre 1956 du musée des Beaux Arts et d'archéologie de Besançon.

4. Sur les sources radiophoniques, consulter Sorlin Pierre, « Budapest 1956, ou le silence des radios francophones », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 83, 3/2006, p. 50-55. URL : www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2006-3-page-50.htm.

bloc communiste (procès de Poznań, funérailles de Rajk), elle insiste avant tout sur la volonté de déstalinisation et de désatellisation des peuples de l'Europe de l'Est.

À partir du 25 octobre, les événements s'emballent. Les articles font état de centaines de victimes et soulignent la grande confusion qui règne alors dans le pays. Confusion devient d'ailleurs le maître mot dans les dernières journées du mois d'octobre. Si le terme révèle une réalité incontestable sur le terrain, il traduit aussi l'incrédulité de la presse française face à la tournure prise par les événements. Les journaux publient des cartes de la Hongrie où figurent les régions passées sous le contrôle des insurgés et font état des réactions internationales. La première intervention des chars soviétiques est condamnée sans ambages. Ainsi *Le Provençal* redoute dans son édition du 27 octobre une « épouvantable répression » tandis que le même jour *Le Méridional* évoque les combats de rue dans une Budapest transformée en « chaudron de sorcière » ! Toutefois, la simultanéité des événements hongrois avec ceux de Suez oblige à faire des choix et à « partager » les Unes. Or, à partir du 31 octobre, ce sont les événements en Égypte qui prévalent en première page, d'autant que la France y est engagée militairement. La Hongrie est alors souvent reléguée (provisoirement) en pages intérieures, même si les événements continuent à bénéficier d'une large couverture. Il est vrai qu'Imre Nagy a annoncé successivement la fin du régime du parti unique (30 octobre), puis le retrait de son pays du Pacte de Varsovie (1^{er} novembre). Admirative et étonnée devant l'audace du nouveau gouvernement hongrois, la presse se laisse gagner par l'illusion d'une révolution réussie, illusion souvent teintée malgré tout d'une pointe de prudence. C'est le cas de l'envoyé spécial des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, Pierre Cendrey, qui se trouve à la frontière austro-hongroise, lequel se félicite le 1^{er} novembre : « Le miracle continue ! La petite Hongrie, après douze années de domination soviétique, semble avoir triomphé de son colosse [...]. Moscou, selon toutes les apparences, a capitulé et l'insurrection l'a emporté ! »⁵. Les grands titres régionaux ont pris le parti des insurgés, n'hésitant pas, pour certains d'entre eux, à faire référence aux combats de la Résistance en France. Ainsi *Le Provençal* s'appuie sur la mémoire encore vive de l'Occupation pour opposer les « résistants » et les « collabos » hongrois. La formule « FFI hongrois » apparaît même dans son édition du 2 novembre. Ce soutien n'empêche toutefois pas une partie de la presse de rapporter et de déplorer les exécutions sommaires dont sont victimes des membres de l'AVH, l'appareil de répression honni du régime.

L'euphorie est néanmoins de courte durée. Dès le 4 novembre et la reprise en main brutale des Soviétiques, la Hongrie partage à nouveau la pre-

5. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 1^{er} novembre 1956.

mière page aux côtés des événements en Égypte. L'incrédulité qui prévalait se transforme alors en indignation et en compassion pour le peuple magyar. Dès lors, les termes « tragédie hongroise » et « peuple martyr » deviennent les leitmotivs d'une presse qui ressent durement l'impuissance de l'Occident. Le *Républicain Lorrain* déplore le 5 novembre une « Saint Barthélémy rouge à Budapest où les Russes noient dans le sang la révolte populaire hongroise [...] Le monde entier est horrifié devant l'agonie de la Hongrie. » tandis que le journaliste Pierre Cendrey constate le 6 novembre, dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* : « la Hongrie libre est morte assassinée sous les yeux de l'Occident impuissant », évoquant une « lourde et impitoyable paix des cimetières » ! C'est l'heure des éditorialistes qui stigmatisent la brutalité et le cynisme de l'URSS, dénonçant l'usage disproportionné de la force, ne manquant pas de rappeler à leurs lecteurs, qui, le martyr des ouvriers de Cronstadt⁶, qui, celui des officiers polonais de Katyn⁷, ou la répression violente dont ont été victimes les ouvriers de Berlin-Est ou ceux de Poznań⁸. Ainsi, Le *Provençal* conclut que « l'empire soviétique » vient de jeter le masque en décidant une intervention « que Staline lui-même n'avait pas osée ». Il assimile la déstalinisation à une « tragique comédie » et prédit que ce qui s'est passé la veille restera « une journée de douleur et de deuil » pour le monde « civilisé »⁹. Parallèlement la presse se fait largement l'écho des manifestations de solidarité et d'indignation qui se produisent alors en France ou ailleurs en faveur des Hongrois.

LA PRESSE COMMUNISTE, ENTRE PRUDENCE ET REPRODUCTION D'UN DISCOURS IMPOSÉ

Il est intéressant de s'interroger sur l'attitude de la presse communiste régionale face aux événements de Hongrie. Très présente dans certaines régions (Bouches-du-Rhône par exemple avec la puissante *Marseillaise*), elle se décline aussi dans des éditions locales de *l'Humanité* (c'est par exemple le cas de *l'Humanité d'Alsace-Lorraine*, publiée notamment en allemand). Principale, voire exclusive source d'information des militants et des sympathisants communistes, elle relaye sans surprise les consignes

6. Par exemple Claude Fuzier, éditorialiste de *La Presse Libre*, quotidien alsacien de la SFIO, le 7 novembre 1956.

7. Thierry Maulnier, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 11 novembre 1956.

8. Claude Fuzier, *La Presse Libre*, 7 novembre 1956.

9. *Le Provençal*, 5 novembre 1956.

venus du haut, s'alignant sur la ligne éditoriale fixée à Paris, mais ne pouvant masquer un certain embarras.

Dans un premier temps, tout comme leurs confrères, les journaux communistes, surpris par la tournure des événements, se montrent prudents. La stratégie est plutôt l'évitement, du moins en première page. La priorité est accordée aux tensions en Afrique du Nord, qui restent sans surprise l'événement phare, l'occasion de toutes les stigmatisations de l'impérialisme occidental. Les événements hongrois sont donc relégués en pages intérieures et sont qualifiés, dès le 25 octobre, de « soulèvement contre-révolutionnaire »¹⁰. La presse insiste sur les violences, les saccages, les exactions commises par des « bandes incontrôlées ». Elle insiste longuement sur les exécutions sommaires dont sont victimes les forces de l'ordre, mais précise aussi que les « éléments fascistes » échouent grâce à la ferme et rapide réaction des travailleurs et des soldats de la République populaire, soutenus par les troupes soviétiques « alliées »¹¹. À partir du 30 octobre toutefois, les rédactions doivent bien reconnaître que la situation est confuse. L'attention portée à la crise de Suez tente de masquer leur embarras sur la question hongroise tant l'évolution de la situation sur place reste alors imprévisible.

À partir du 4 novembre, cette presse militante reproduit sans sourciller la ligne imposée par la direction du PCF. En proclamant la neutralité de son pays, Imre Nagy s'est fourvoyé dans la réaction. L'assaut des contre-révolutionnaires a été écrasé. C'est parce qu'il était confronté à de puissantes bandes fascistes et à des combattants horthystes désireux de restaurer le pouvoir des anciens propriétaires fonciers et des capitalistes que le nouveau gouvernement ouvrier et paysan de János Kadar a été contraint de solliciter l'aide de l'Union Soviétique pour rétablir l'autorité du peuple. Les articles s'appesantissent sur la terreur « sans précédent » que ces « bandes contre-révolutionnaires » auraient fait régner jusqu'au dernier moment dans les rues de Budapest et salue le nouveau gouvernement « ouvrier et paysan » qui a permis d'y mettre un terme¹². Toutefois, dès le 8 novembre, ce sont bien évidemment les événements en France (manifestations anticommunistes) qui suscitent l'ire de la presse communiste régionale.

10. *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 25 octobre 1956 ou encore *La Marseillaise* du même jour.

11. *La Marseillaise* et *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 25 octobre 1956.

12. *La Marseillaise*, 5 novembre 1956 ; *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 6 novembre 1956.

LA PHOTOGRAPHIE, UN VECTEUR DE MOBILISATION

Les photographies qui illustrent les articles de la presse sont le plus souvent porteuses d'une mise en scène et d'une dramatisation des événements. Elles constituent de ce fait un révélateur de la ligne éditoriale du journal tout comme un puissant vecteur de mobilisation, voire de manipulation, d'un lectorat avide d'images.

Tous les journaux puisent dans un stock limité de photographies disponibles, vendues par les agences de presse¹³ et reproduisent, d'un titre à l'autre, sensiblement les mêmes clichés même si leur taille, leur nature, leur position et leur légende peuvent différer. Si la plupart des titres publient des portraits des principaux protagonistes hongrois et étrangers (Imre Nagy, János Kadar, Ernst Gerö, Pal Maleter, le Cardinal Mindszenty, Nikita Khrouchtchev ...), la place accordée à chacun diffère selon la nature politique du journal et la tournure des événements. Rapidement, le portrait de Nagy, surnommé le « Gomulka hongrois », par de nombreux journaux¹⁴ devient la figure joviale et fébrile des nouvelles autorités hongroises.

C'est dans la presse communiste que les photographies sur la Hongrie sont les plus rares (alors qu'elles sont très nombreuses sur les événements de Suez). Excepté le portrait officiel de János Kadar, les seules photographies publiées, par exemple dans *La Marseillaise*, montrent des cadavres de policiers ou de militants communistes abattus lors des combats ou sommairement exécutés par les insurgés. Le message est clair. Il s'agit avant tout de dénoncer la violence des « bandes fascistes » et par là même d'accabler et de discréditer l'insurrection auprès des lecteurs.

Pour les autres titres de presse, les photographies sont plus nombreuses et plus variées. Outre les portraits de personnalités, elles sont toutes, implicitement ou non, porteuses d'un message. La figure du jeune combattant anonyme devient emblématique comme pour mieux souligner l'espoir et la fraîcheur que suscite cette révolution. Il s'agit surtout d'insister sur le caractère spontané et massif de l'insurrection et ainsi de faire pièce aux accusations des communistes. La célèbre photographie de la statue de Staline déboulonnée, devant laquelle se masse une foule ou celle du char de l'armée nationale hongroise surmonté d'une foule de jeunes insurgés dont l'un arbore le drapeau tricolore, orné en son milieu des armoiries de saint Étienne se veulent quant à elles les symboles du coup

13. *Associated Press* constitue la source la plus souvent citée.

14. Comme par exemple *Le Républicain Lorrain*, 29 octobre 1956.

porté au totalitarisme soviétique par les insurgés¹⁵. Toutes ces images ont contribué à nourrir l'illusion d'un succès inattendu de l'insurrection et à susciter l'enthousiasme de l'opinion occidentale pour elle.

Après le 4 novembre, la presse ne publie plus guère de photographies de combat, se contentant de montrer des colonnes de chars prenant position, des façades d'immeubles éventrées ou des débris jonchant les rues. En revanche, elle reproduit largement les images du flot de réfugiés qui parvient à franchir la frontière avec l'Autriche. Les photographies montrent des civils désarmés, souvent des personnes âgées, des femmes, des enfants, parfois même des nourrissons. Le 7 novembre, le *Nouvel Alsacien* publie, par exemple, une photographie prise dans un camp de réfugiés en Autriche. On y voit un soldat soutenir une femme âgée. Deux jours plus tard, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* publient en Une le cliché de trois personnes faisant partie d'un tout premier groupe de réfugiés arrivant à Paris. Une femme en pleurs s'essuie le visage. Incontestablement, la figure de la victime remplace celle du héros. Par leur charge émotive, toutes ces photographies contribuent à susciter la compassion dans l'opinion publique. La figure du réfugié hongrois devient l'emblème d'une révolution écrasée et illustre alors le martyr de tout un peuple qui cède sous le joug de la force.

L'ampleur de la mobilisation de la population en ce mois de novembre 1956 doit être d'autant plus soulignée qu'elle concerne un événement extérieur à la France. Elle se nourrit de la stupeur et de l'impuissance ressentie et se manifeste non seulement par un vaste élan de solidarité, mais aussi par des rassemblements, des hommages, de l'indignation et de la colère qui, le plus souvent, se retournent contre le Parti communiste et ses organisations affidées¹⁶.

UN VASTE ÉLAN DE SOLIDARITÉ

Avant même le début de la répression, la presse reproduit des appels à la solidarité. Ceux-ci émanent d'organisations caritatives, laïques et religieuses tandis que, dans les universités, les étudiants fondent des Comités

15. Dans son édition du 1^{er} novembre, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* qui publient la photographie précisent : « Abattue par les insurgés, la statue géante de Staline a été découpée en morceaux. Tandis que les combats s'éteignent, la tête gît sur la chaussée d'une grande place de la capitale hongroise... ».

16. Sur les réactions de l'opinion publique : Archives nationales, Paris, Synthèses des rapports mensuels des préfets (ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

d'Aide aux Victimes et diffusent des appels aux dons de sang¹⁷ ! Bientôt, les centrales syndicales elles-mêmes, CFTC, CGSI et CGT-FO en tête, entrent dans la danse et sensibilisent leurs militants par la diffusion de nombreux tracts¹⁸. Des collectes sont organisées dans les entreprises. Les municipalités ne sont pas en reste et se joignent au mouvement en mettant à la disposition des organisations caritatives des locaux et du personnel qui vient ainsi grossir la foule anonyme des bénévoles pour trier les dons en nature. Des médicaments, des produits de première nécessité, de la layette, des vêtements, des draps sont recueillis, emballés puis envoyés par convois entiers en Autriche. Des appels aux dons en argent sont également lancés par l'intermédiaire d'une presse qui publie les numéros des comptes postaux de la Croix-Rouge et des autres organisations caritatives.

Cet élan de solidarité se prolonge plusieurs semaines et ne faiblit guère, même après l'extinction des principaux combats à Budapest. Au contraire, il redouble à la faveur de l'émotion partagée et de l'arrivée sur le sol national des premiers réfugiés. Des initiatives spontanées sont prises ci et là. De nouvelles quêtes sont organisées. Des municipalités ou des conseils généraux votent, non sans débats parfois virulents avec les élus communistes, des dons en faveur des réfugiés. Ainsi, à Marseille, deux conseillers en arrivent presque à échanger des coups. À Montpellier, le Conseil général devient le lieu d'une confrontation violente entre socialistes et communistes¹⁹ tandis qu'à Reims le conseil municipal du 22 novembre se termine dans un « brouhaha indescriptible » après une vive altercation entre élus²⁰.

L'État lui-même entre dans la danse. Ainsi, le gouvernement français prend l'initiative d'une journée nationale en faveur de la population hongroise, organisée le dimanche 18 novembre²¹. Dans chaque département, le Préfet est chargé de l'organisation logistique d'une journée à dimension nationale « pour venir en aide à ceux qui ont tout perdu dans leur lutte

17. C'est par exemple le cas à Strasbourg, Archives Départementales du Bas-Rhin (ADBR), 544 D 226

18. CSGI : Confédération Générale des Syndicats Indépendants, syndicat proche des gaullistes. C'est toutefois la CGT-FO qui constitue partout le fer de lance de la mobilisation syndicale.

19. Archives Départementales de l'Hérault (ADH), 1162 W 1.

20. *L'Union* (Reims) du 23 novembre 1956.

21. À cette occasion, le président du Conseil Guy Mollet fait publier dans la presse nationale et régionale un appel solennel à la générosité : « Au moment où la Hongrie s'est dressée pour recouvrer sa liberté, Françaises et Français ont vibré à l'unisson de ce peuple héroïque, de ces hommes qui mouraient en chantant la Marseillaise [...]. La journée du dimanche 18 novembre sera une journée de deuil national. Elle sera aussi une journée de solidarité envers la population hongroise ». Cf. par exemple, *Le Nouvel Alsacien* des 18 et 19 novembre 1956.

héroïque pour la liberté »²². La presse est mobilisée et les autorités religieuses apportent leur concours. Ce jour-là, les drapeaux sont mis en berne tandis que des quêteurs bénévoles sollicitent les passants sur la voie publique. Des petits insignes aux couleurs nationales hongroises sont alors remis à tous les donateurs. La journée est un incontestable succès de participation, en dépit du refus de certaines municipalités (à majorité communiste) de jouer le jeu, ce qui provoque la colère du ministre de l'Intérieur²³. « En cette journée dominicale, se réjouit les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, les Français n'ont pu détacher leur pensée de leurs frères de Hongrie »²⁴. Dans les jours qui suivent, la presse locale publie, commune par commune, la recette réalisée à l'occasion de la quête du 18 novembre et se réjouit de la forte mobilisation de la population. Au même moment, plusieurs convois de réfugiés hongrois, organisés par la Croix-Rouge Internationale, arrivent en France, transitant notamment par les gares de Strasbourg, de Nancy et de Lunéville. Ces trains attirent une foule de curieux et de bénévoles. Des repas chauds sont servis. Des vivres sont distribués. Se pose rapidement la question de l'hébergement de toutes ces personnes, jeunes pour la plupart, d'autant que leur nombre ne cesse de croître. Dans les premiers jours, la Croix-Rouge est submergée par des offres d'hébergement, voire des propositions d'adoption ! Des locaux sont réquisitionnés : des gymnases, des centres de vacances pour enfants. Rapidement, ce sont les autorités préfectorales, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, qui prennent les choses en mains, comptant notamment sur le concours de maires, dont certains se montrent volontaires pour les accueillir²⁵. La présence de ces milliers de réfugiés, qui se prolonge bien au-delà des événements proprement dits, est aussi le moyen d'inscrire la solidarité de la République dans la durée, alors qu'inévitablement retombent peu à peu la ferveur émotionnelle et les pas-

22. Les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 16 novembre 1956.

23. Le ministre de l'Intérieur Jean Gilbert-Jules adresse ainsi aux préfets, le 13 décembre, des instructions pour que ces derniers lui fassent connaître d'extrême urgence les cas de cette nature en le saisissant de leurs propositions motivées à l'encontre des intéressés. Le Ministre écrit notamment : « j'estime absolument intolérable l'attitude de ces magistrats municipaux qui, pour détenir leurs mandats du suffrage universel, n'en sont pas moins les représentants locaux du pouvoir central ». Archives Départementales de la Marne, M 13, 653.

24. Les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 20 novembre 1956.

25. C'est le cas par exemple du maire de Domfront dans l'Orne qui, avec l'accord des autorités militaires, met à leur disposition une caserne désaffectée. Archives Départementales de l'Orne, 525 W.

sions de novembre, d'autant que leur insertion sera facilitée par des cours de langue, l'octroi de bourses et l'affiliation à la sécurité sociale²⁶.

FERVEUR ET RECUEILLEMENT

L'émotion ressentie face au drame hongrois, trouve aussi son expression dans des rassemblements pacifiques et dans des temps collectifs de recueillement. Qui prend l'initiative de telles manifestations publiques ? Si certaines d'entre elles sont spontanées, comme le rassemblement des élèves des établissements secondaires mulhousiens, à l'issue de leur cours le 9 novembre, « à la mémoire des étudiants et martyrs hongrois morts pour la liberté »²⁷, ce sont avant tout les organisations syndicales (et en premier lieu la CGT-FO mais aussi la CFTC, la CGSI, la Fédération Générale des Fonctionnaires...), des partis politiques (MRP, SFIO...), ou d'autres mouvements associatifs (comme la Ligue de l'Enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Action Catholique, l'Association des Familles Nombreuses...) qui organisent ces rassemblements. Le ton des tracts syndicaux est donné. Violamment antisoviétique et anticommuniste, en flétrissant par exemple les « assassins venus des steppes de l'Oural » ainsi que leurs « marionnettes du Parti Communiste dit Français »²⁸, il laisse présager certains débordements.

26. N'oublions pas toutefois que dans leur stratégie défensive, certains militants communistes se livrent à un véritable dénigrement de ces réfugiés, laissant entendre par exemple qu'ils sont d'une moralité douteuse. Toutefois, cette attitude, minoritaire, ne saurait masquer l'élan spontané de générosité de la majorité de la population. En 1958, la France compte près de 13 000 réfugiés hongrois, répartis dans des centres d'accueil dont le plus vaste est celui de Montigny-les-Metz. De nombreuses casernes ont été réquisitionnées par les Préfets. De nombreuses associations et œuvres de bienfaisance contribuent à les accueillir. Par la suite, plusieurs d'entre eux choisissent de quitter la France pour le Canada, les États-Unis, voire l'Australie. Cf. Keckès Gusztáv, « "De l'autre côté du rideau de fer". La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates », *Specimina Nova*, Pécs, 1999, p. 155-171. URL : www.coldwar.hu/html/en/publications/kecskes_fracia.html. Voir aussi du même auteur, « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 83, 3/2006, p. 40-49 ainsi que Dufoix Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », *Communisme*, n° 88/89, 2006-2007, p. 107-133.

27. *L'Alsace*, du 9 novembre 1956.

28. ADBR, 544 D 226.

Les autorités locales apportent leur concours en s'associant aux différentes initiatives ou en facilitant leur réalisation. Le plus souvent, en signe de deuil et de solidarité, des drapeaux sont mis en berne sur les édifices publics, comme sur l'Hôtel de Ville de Nancy par exemple dès le 4 novembre. Le monument aux morts de chaque commune, lieu par excellence de la commémoration du sacrifice des combattants et, partant, de l'exaltation de l'héroïsme et du deuil collectif, devient tout naturellement le point de rendez-vous de ces rassemblements organisés. Or, coïncidence du calendrier, les cérémonies du 11 Novembre permettent de commémorer le 38^e anniversaire de l'Armistice, et en même temps, de rendre hommage aux « martyrs de la liberté » en Hongrie. À quelques nuances près (participation ou non des autorités civiles à des cérémonies religieuses comme c'est le cas en Alsace), les rituels sont identiques partout : des défilés auxquels participent les élus et parfois les enfants des écoles et leurs enseignants, des dépôts de gerbes - souvent aux couleurs nationales hongroises. Puis vient le temps du recueillement qui prend la forme d'une minute de silence, expression ritualisée du deuil partagé en hommage à *tous* les combattants de la liberté. Le tout s'achève par les discours, celui du maire ou de son premier adjoint, celui du président de l'association locale des Anciens Combattants. La plupart confondent dans le même hommage les victimes hongroises et les soldats tombés durant les deux conflits mondiaux, comme pour mieux exalter leur sacrifice commun pour la liberté. Les autorités religieuses ne sont d'ailleurs pas en reste. Le même jour en effet, des prières d'intercession sont dites dans toutes les églises de France, de culte catholique, réformé ou luthérien.

Ainsi, l'émotion unanimement partagée par une grande partie de l'opinion publique et par les autorités est à la croisée de l'empathie, vecteur de la solidarité en faveur des réfugiés, et de la colère, source de vives tensions, aussi bien au sein des équipes municipales, qu'à l'intérieur des entreprises ou même dans la rue. Cette indignation, aiguisée par un sentiment de rage et d'impuissance, se traduit également par des débordements dont l'ampleur surprend même les autorités.

DES MANIFESTATIONS QUI DÉGÈNÈRENT

Les 7, 8 et parfois 9 novembre, Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Nancy et de nombreuses autres villes de province, même de taille modeste²⁹, sont le théâtre de manifestations qui, rapidement, dégènèrent en de

29. Comme Alençon dans l'Orne, Archives Départementales de l'Orne (ADO), 158 W 59.

violents affrontements, suscitant durant quelques heures un véritable climat de guerre civile. Des heurts sont signalés dès la veille au soir dans la capitale entre jeunes étudiants et militants communistes.

Le scénario, à quelques nuances régionales près, est identique. Au départ, les manifestations, autorisées par les Préfectures, se veulent pacifiques. À Paris, 30 000 personnes, dont de nombreux parlementaires et élus se rassemblent sur les Champs-Élysées. Ailleurs, comme à Strasbourg, c'est le plus souvent devant le monument aux Morts qu'aboutit le cortège de quelques milliers de manifestants. Or, très vite, des slogans antisoviétiques sont criés. Bientôt, la colère des manifestants se retourne inmanquablement contre le Parti communiste français et la CGT qui incarnent à leurs yeux l'URSS honnie. Tandis que le gros de la foule se disperse, de jeunes gens, désireux d'en découdre, se divisent en plusieurs groupes très mobiles, et se « ruent à l'assaut »³⁰ du siège national ou des sièges locaux du PCF, de sa presse, de ses imprimeries ou de ses librairies défendus le plus souvent par quelques centaines de militants accourus sur place. On se bat à coup de barres de fer, de projectiles et de lances à eau parfois en de véritables batailles rangées. À Strasbourg, les domiciles privés du député communiste Marcel Rosenblatt et de quelques autres dirigeants locaux du PCF et de la CGT sont saccagés. Le lendemain, les forces de police, mobilisées en grand nombre parviennent tant bien que mal à contenir les heurts entre manifestants et contre-manifestants communistes. Mais le bilan est lourd : à Paris, on dénombre des dizaines de blessés, tandis que trois personnes trouvent la mort dans des conditions qui restent encore obscures³¹.

À l'évidence, tant les autorités que les organisateurs des défilés ont sous-estimé le risque de débordement et de violences, le plus souvent commises par des groupes peu nombreux, mais déterminés et mobiles. Qui sont ces jeunes gens ? Qualifiés de « bandes fascistes » et de « fils à papa » par la CGT³², de « jeunes écervelés, lycéens entre 15 et 20 ans »³³, selon le rapport des Renseignements généraux du Bas-Rhin, ou encore « d'étudiants et de lycéens attirés par la perspective d'un chahut monstre », selon le préfet du Bas-Rhin³⁴, ils semblent peu politisés même si des militants d'extrême droite seraient parvenus à s'immiscer parmi eux pour en découdre avec

30. L'expression se trouve dans le rapport du préfet du Bas-Rhin. ADBR, *op. cit.*

31. Il s'agit de deux militants communistes, Albert Ferrand et François Le Guennec (qui ne succombe que le 10 novembre) et d'un militant de la CGT-FO, Daniel Beaucourt ; cf. Narritsens André, « 1956, la CGT et la Hongrie », *Cahiers d'histoire sociale*, n° 98, juin 2006.

32. Tract de la CGT Bas-Rhin du 10 novembre 1956, ADBR, 544 D 226.

33. ADBR, 544 D 226.

34. *Ibid.*

leurs adversaires³⁵. À Paris et à Marseille, la presse rapporte ainsi la présence de parachutistes en tenue de combat³⁶ et d'anciens d'Indochine³⁷.

Quoi qu'il en soit, ces débordements suscitent la vive désapprobation d'une partie importante de l'opinion et de la presse modérée. Dans son rapport, le préfet du Bas-Rhin écrit ainsi : « La population partage la position du gouvernement et souhaite voir mettre fin à une agitation qu'elle désapprouve profondément »³⁸. Ce qui est réprouvé, ce sont avant tout les faits de violence, et notamment la violation de locaux associatifs et de domiciles privés. Des sanctions contre les auteurs des troubles sont même réclamées. Ainsi le bureau strasbourgeois de la Ligue des Droits de l'Homme envoie, le 10 novembre, une protestation au Préfet du Bas-Rhin pour exprimer son regret que « la légitime indignation soulevée par les événements de Hongrie soit mise à profit par des éléments factieux qui n'hésitent pas devant les violations de domicile, les atteintes à la propriété et les agissements incendiaires ». Il déplore aussi que « les manifestants aient donné de la démocratie un visage faux et répugnant, alors qu'ils feignaient de la défendre »³⁹. On redoute, à juste titre, que les débordements assombrissent la cause hongroise et ne fassent *in fine* le jeu des communistes.

Si les 7 et 8 novembre restent le point d'orgue de la cristallisation des tensions, si par la suite les débordements dans la rue s'estompent, il n'en reste pas moins qu'on assiste, en ce mois de novembre, à la réactivation d'un climat de tensions et de polémiques qui se prolonge pendant plusieurs semaines.

UN COUP DE SEMONCE POUR LES COMMUNISTES FRANÇAIS

À l'épicentre de toutes ces passions figurent le Parti communiste et la CGT dont de nombreux militants et sympathisants sont troublés. En posture délicate, ces organisations ne tardent pas à adopter une stratégie de contre-attaque tous azimuts⁴⁰.

Les autorités ont le souci de sonder l'état de l'opinion des militants et sympathisants communistes. Les sources évoquent un « choc psychologique »,

35. À Nancy par exemple, les éléments d'extrême droite qui se recrutent dans le milieu étudiant, sont liés étroitement aux partisans de l'Algérie française.

36. Bernard Jean Pierre A., « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 30, avril-juin 1991, p. 68-81.

37. Archives Départementales des Bouches du Rhône (ADBDR), 148 W 282.

38. ADBR, 544 D 226, rapport du Préfet.

39. *Ibid.*

40. Voir notamment Dreyfus Michel, « 1956, l'année terrible », in *Communisme*, 1991, n° 29/31, p. 237-247.

allant même jusqu'au doute : « certains ne s'en cachent pas. Ils déclarent nettement qu'ils ne comprennent pas ce qui s'est passé en Hongrie "Nous a-t-on trompés jusqu'à présent ?" »⁴¹. Beaucoup de militants font profil bas, n'osant exprimer publiquement la position de leur parti, tandis que d'autres noient leur embarras dans l'agressivité : « la plupart d'entre eux se taisent. Seuls les plus acharnés, peu nombreux, ripostent en ayant parfois recours à la menace »⁴². En Lorraine, le sous-préfet de Briey parle de « trouble », celui de Lunéville évoque le « malaise » de nombreux militants qui « attendent »⁴³. Plusieurs d'entre eux sont confrontés au doute voire à l'hostilité des ouvriers. Ainsi, aux ateliers de la SNCF à Bischheim (Bas-Rhin), bastion communiste s'il en est, les RG notent que « la plupart des tracts invitant à une réunion interne ont été jetés à terre, tandis que d'habitude, les cheminots les empochaient pour les lire chez eux. À cette occasion, on n'a pas manqué d'exprimer de cinglantes critiques à l'encontre des Russes »⁴⁴. Dans les Bouches-du-Rhône, les ouvriers vont jusqu'à conspuer les leaders du PCF qui s'aventurent dans les entreprises ou sur les chantiers pour justifier l'attitude soviétique⁴⁵. Par ailleurs, ici et là, des mesures de précaution sont prises. En Alsace, devant la poussée du sentiment anticommuniste dans l'opinion, plusieurs cellules décident de suspendre quelque temps la vente des journaux dans la rue de crainte de voir leurs vendeurs molestés par quelques excités⁴⁶.

Les militants de la CGT connaissent les mêmes interrogations. Ainsi, le personnel de l'Électricité de Strasbourg, dont le syndicat majoritaire est la CGT décide, à l'unanimité, de travailler le 10 novembre une heure supplémentaire au profit des réfugiés hongrois et vote une motion condamnant « de la façon la plus énergique l'attitude inqualifiable des dirigeants soviétiques qui écrasent dans le sang et la terreur tout un peuple dont la seule faute est l'amour de la liberté »⁴⁷. À Joeuf dans la Meurthe-et-Moselle, le syndicat des Forges désapprouve également avec force la répression soviétique⁴⁸. Dans les Bouches-du-Rhône, des responsables CGT des ports et docks restent cantonnés dans leur local syndical après avoir reçu des jets de clémentines⁴⁹.

41. ADBR, 544 D 226, rapport des RG.

42. *Ibid.*

43. Archives Départementales de la Meurthe-et-Moselle (ADMM), RG, W 1304/107

44. ADBR, 544 D 226, rapport des RG.

45. ADBDR, 148 W 282, rapport des RG.

46. ADBR, 544 D 226, rapport des RG.

47. *Ibid.* et les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 10 novembre 1956.

48. ADMM, rapport du 26 novembre 1956.

49. ADBDR, 148 W 282, rapport des RG.

Si ces réactions restent dans l'ensemble isolées, elles n'en sont pas moins significatives d'un sentiment de malaise partagé par de nombreux sympathisants de la gauche communiste, malaise qui n'a d'ailleurs pas épargné certains cadres dirigeants⁵⁰. Du coup, employés et ouvriers deviennent les enjeux d'une véritable joute syndicale. En effet, la CFTC et FO entendent bien exploiter à leur profit la situation⁵¹. De nombreux leaders considèrent que c'est tout le « psychisme ouvrier » qui est fragilisé par les événements dès lors qu'à l'Est, l'ouvrier n'est plus défendu par le parti⁵². Des encarts sont publiés dans la presse pour inciter les adhérents de la CGT à déchirer leur carte⁵³. Toutefois, les violences commises durant les manifestations anticommunistes des 7 et 8 novembre tempèrent cet optimisme : « On craint déjà que les incidents provoqués par les étudiants et les jeunes n'aient légèrement gâté les perspectives aussi favorables », signale à Strasbourg le rapport de police⁵⁴. Il est vrai que le PCF et la CGT entendent bien exploiter ces débordements pour engager une vigoureuse riposte.

LA CONTRE-OFFENSIVE COMMUNISTE

L'enjeu est de limiter les défections chez les militants et de réduire la désaffection chez les sympathisants. La réaction des responsables du Parti est donc quasi immédiate. L'efficacité de son organisation interne et le zèle de nombreux cadres moyens, dont la loyauté est sans faille, sont mis à profit. Il est vrai aussi que l'actualité fournit très vite les deux principaux angles de riposte.

En premier lieu, l'exploitation systématique des événements de Suez permet à la fois de relativiser ceux de Hongrie et surtout de prétendre que ces derniers sont la manifestation d'une machination ourdie par le monde capitaliste pour détourner l'attention de l'opinion de ce qui se passe au Proche-Orient. Alambiqué, l'argument a néanmoins le mérite d'être enten-

50. Voir notamment Narritsens André, « 1956, la CGT et la Hongrie », *op. cit.*, et Kleja'nsky Sarolta, « Le Parti communiste et l'intervention soviétique en Hongrie », in *Le Parti communiste français et l'année 1956, op. cit.*, p. 95-104.

51. Il en est de même des partis politiques. Ainsi, le 8 novembre, à Arles, un tract de la section socialiste, après avoir rappelé qu'Imre Nagy est communiste, demande aux travailleurs qui ont leur carte du PCF de libérer leur conscience « avant qu'il ne soit trop tard ». ADBDR, note des RG du 8 novembre 1956.

52. ADMM, W 1304/107, rapport du sous-préfet de Briey, 26 décembre 1956.

53. Par exemple *Le Nouvel Alsacien*, 10 novembre 1956. Il est toutefois évident que ce quotidien proche du MRP avait peu de chance d'être lu par les adhérents de la CGT et que de tels encarts ressortaient avant tout d'une rhétorique polémique.

54. ADBR, 544 D 226.

du par des militants rompus de longue date à la thèse du complot. Dans les conseils municipaux ou généraux, les élus communistes y ont très fréquemment recours quand ils refusent par exemple de s'associer aux minutes de silence ou aux votes de motion de solidarité si elles ne font pas expressément mention des victimes du conflit en Égypte⁵⁵. Un tel argument est rejeté avec vigueur par les éditorialistes de la presse non communiste, à l'image de Claude Fuzier, l'éditorialiste du quotidien socialiste, *La Presse Libre*, qui écrit le 14 novembre : « Mais tous, unanimes, nous jetent à la face "Suez" pour couvrir les cris des insurgés hongrois. Tous, avec un étonnant cynisme, osent en réalité, mettre sur un même pied d'égalité le dictateur Nasser et les ouvriers de Győr et de Debrecen ! ».

L'autre angle est fourni par les violences et les excès commis à l'occasion des manifestations anticommunistes des 7 et 8 novembre. Ils sont en effet aussitôt exploités dans la construction d'une rhétorique habile qui repose sur le triptyque « dramatisation – victimisation - diabolisation ». Ainsi, dès son édition du 9 novembre, la presse militante dans son ensemble dénonce les attaques et les pillages perpétrés par les « fascistes », voire par les « hordes SS »⁵⁶. Les outrances verbales constituent un vecteur efficace de remobilisation des militants. Des tracts sont imprimés et aussitôt distribués, qui dénoncent le complot dont serait victime, en France, le Parti⁵⁷. Ils usent tous de l'amalgame en comparant par exemple la situation de 1956 à celle de 1939⁵⁸, et de l'insinuation en laissant entendre que

55. À chaque fois, les échanges sont vifs, comme par exemple aux conseils municipaux de Châlons-sur-Marne où, le 23 novembre, un élu communiste réclame « que [le Conseil] joigne [son] sentiment de sympathie profonde au peuple égyptien qui subit, lui, une épreuve contraire aux principes qui sont inscrits dans la charte des Nations Unies » ; à Nancy le 7 décembre, où un député communiste, présent dans l'auditoire, est expulsé. A Montpellier, au Conseil général, une violente passe d'armes oppose le communiste Étienne Fabre à d'autres élus. Fabre traite ses contradicteurs « d'énergumènes fascistes », avant de rajouter : « Qui se sent morveux, qu'il se mouche. Ce qui m'écœure c'est l'hypocrisie de ceux qui veulent défendre la liberté en Hongrie, mais se refusent à la défendre en France, en Egypte ou ailleurs... ».

56. *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 9 novembre 1956.

57. C'est le cas par exemple d'un tract imprimé par l'UD du Bas-Rhin, le 10 novembre 1956. ADBR, 544 D 226. Un rapport des RG, daté du même jour, précise que « les communistes continuent d'ailleurs à colporter de fausses nouvelles sur les excès commis afin de semer le trouble dans les esprits et d'obtenir des réactions contre leurs adversaires ». *Ibid.*

58. Rappelons que le 7 novembre, à l'Assemblée nationale, M. Tixier-Vignancour réclame l'interdiction du PCF « à temps pour l'empêcher de nuire davantage à la défense nationale de notre pays ». URL : www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=7094.

les autorités sont complices des débordements pour n'avoir pas su empêcher les actes de pillage. En même temps, les « fondamentaux » ne sont pas négligés. Les tracts insistent en effet presque tous sur la défense des intérêts des travailleurs, lésés par la vie chère. La CGT et le PCF ont recours également aux autres moyens traditionnels : pétitions, appels à la grève dans le cadre d'une « Grande journée d'union et d'action contre le fascisme », organisée le mardi 13 novembre, ainsi qu'une vaste campagne de presse et de désinformation, où les plumes alertes rivalisent en polémiques avec leurs confrères de la presse bourgeoise⁵⁹. De même, les obsèques au Père Lachaise, devant le Mur des Fédérés, des deux militants communistes victimes des manifestations parisiennes fournissent, le samedi 17 novembre, l'occasion au Parti de resserrer les rangs autour de ses nouveaux « martyrs »⁶⁰. Dans tous les cas, il y a une volonté nette de dramatiser les événements et de les placer dans une dialectique inéluctable d'un affrontement infini entre fascisme et antifascisme.

DES TENSIONS QUI S'ESTOMPENT

Les sources sont concordantes. Dans un contexte délétère, la CGT et le PCF ont su faire front. Certes ces deux organisations n'ont pas été exemptes de débats internes, comme le prouve par exemple la déclaration du Bureau confédéral de la CGT, publiée le 15 novembre dans *Le Peuple*. Prenant acte des divergences d'opinion qui se sont manifestées dans ses organisations, elle adopte une position de neutralité sur la Hongrie tout en rappelant la nécessité de l'unité pour « défendre les libertés que menacent

59. En région, tant dans les Bouches-du-Rhône que dans la Meurthe-et-Moselle ou en Alsace, les éditorialistes de la presse non communiste ne cessent de vilipender l'attitude de la presse du Parti, et notamment *L'Humanité* qualifiée par exemple par Claude Fuzier, l'éditorialiste de *La Presse Libre*, d'« organe officiel de la haine, de la répression et du sang ». Les éditorialistes communistes leur répondent dans une violente joute verbale à distance.

60. Bernard Jean-Pierre A., « Novembre 1956 à Paris », *op. cit.* Plusieurs milliers de personnes assistent aux obsèques, devant le Mur des Fédérés, au Père Lachaise. Voir aussi, du même auteur, *Paris rouge : 1944-1964 : les communistes français dans la capitale*, Paris, Champ Vallon, 1991.

les fascistes et la paix »⁶¹. De même, la riposte engagée paraît peu efficace. La presse nationale et régionale évoque ainsi unanimement « l'échec », voire le « fiasco » de la journée du 13 novembre, ce que dément, de son côté, la presse militante qui, au contraire, se réjouit des nombreux débrayages et meetings qui ont montré aux « bandes fascistes » la détermination de la « classe ouvrière » à se défendre « contre leurs exactions »⁶².

Pourtant, le PCF parvient malgré tout à contenir sa base. Il faut en effet garder à l'esprit que, dans le contexte d'isolement et de stigmatisation dans lequel se trouvait le Parti, toute réserve publique par rapport à ses prises de position pouvait apparaître, sinon comme une forme de trahison, du moins comme une transgression inconcevable pour le plus grand nombre des militants, même les plus tièdes d'entre eux. Critiquer le Parti, c'était prendre le risque de rompre avec ses amis et son cercle familial de sociabilités militantes. Ainsi, de nombreuses enquêtes départementales montrent que, malgré les craintes de certains de leurs dirigeants, ni le PCF, ni la CGT n'ont enregistré une vague massive de désengagements, tout au plus quelques démissions, provenant sans doute d'éléments déjà considérés comme distants. Mieux, ces départs sont parfois compensés par de nouvelles adhésions. Quant à leurs résultats électoraux (élections politiques ou professionnelles), la perte d'influence reste, à court et moyen terme, limitée⁶³.

61. Narritsens Aandré, *op. cit.*, et Kleja'nsky Sarolka, *op. cit.* À voir aussi dans *La Marseillaise* du 22 novembre 1956, le communiqué de la Commission administrative de l'UD des Bouches-du-Rhône, qui précise que la CGT n'a pas à prendre position sur un tel événement. À noter également que des divergences similaires se sont manifestées au sein du Mouvement pour la Paix. Ainsi, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône doit l'admettre dans *La Marseillaise* du 15 novembre 1956. De même, la commission départementale de l'association France-URSS, réunie le 17 novembre 1956 à Marseille, en présence d'André Langlois, son secrétaire national, reconnaît l'existence de « quelques désertions et de divergences de vues sur la Hongrie mais aussi sur le Moyen-Orient et l'Algérie ». ADBDR, 148 W 282, note des RG.

62. En témoigne par exemple cette petite revue de presse dans les Bouches-du-Rhône : si *La Marseillaise* évoque le lendemain la « puissante riposte des travailleurs », *Le Provençal* et *Le Méridional* parlent « d'échec total » et de « pétard mouillé ! ». Il est vrai que, dans ce département comme dans de nombreux autres, le pourcentage de grévistes n'excède pas 25 % dans les secteurs les plus mobilisés du bâtiment et de la métallurgie et ce, en dépit des intenses efforts des responsables communistes.

63. Par exemple, dans l'Hérault, le rapport préfectoral de janvier 1957 évalue à « environ 2000 unités les pertes de la CGT consécutives aux événements de Hongrie et à l'appui du Parti communiste algérien aux nationalistes » ADH, 406 W 218/2. Toutefois, aux élections professionnelles du 21 décembre 1956 dans le bassin minier de Graissessac, la CGT parvient à rester le syndicat le plus important en nombre de sièges. De même, en Meurthe-et-Moselle, la centrale syndicale conserve une position écrasante dans la sidérurgie, avec en moyenne 75 % des voix aux élections professionnelles ultérieures. Concernant le PCF, selon Marc Lazar, in

Ainsi, dès lors que les passions s'estompent, les interrogations finissent par se dissiper. Au-delà d'une rhétorique agressive qui est l'expression d'une conflictualité surjouée et coutumière en ces temps-là, chacun se réfugie dans ses propres certitudes, conforté dans ses convictions par son réseau de sociabilités professionnelles, amicales ou militantes. En même temps, l'intensité d'une actualité internationale, politique et sociale très chargée concourt fatalement à diluer et par là même à relativiser l'exceptionnalité des événements d'octobre et de novembre 1956⁶⁴.

Vu d'en bas, l'ampleur de la mobilisation de l'opinion publique atteste sans doute de l'existence d'une véritable « culture de Guerre froide ». Celle-ci, latente la plus grande partie du temps, s'extériorise à l'occasion d'événements paroxysmiques comme ceux de Hongrie. Elle se nourrit alors des représentations construites en grande partie par la presse et par la bouche à oreille et se fonde, à cette occasion, sur l'identification à un peuple étranger idéalisé, considéré tout autant comme héroïque et martyr. Elle se caractérise aussi par la diabolisation de l'autre camp – incarné en France par le PCF et, dans une moindre mesure, par la CGT – ainsi que par un processus de remémoration des heures tragiques de l'occupation et des combats de la Résistance. Les communistes y opposent quant à eux leur propre « culture de guerre », à la fois similaire dans son processus, mais inversée dans ses termes.

Avec le temps, la tragédie hongroise apparaît surtout comme un véritable coup de semonce pour un parti communiste, isolé et décrédibilisé, resté longtemps incapable de penser le changement et trop longtemps aveugle aux aspirations sociales et politiques des citoyens des pays frères.

Le Communisme, une passion française, Paris, Perrin, 2002, l'année 1956 ne constitue pas une rupture des effectifs. Pour Roger Martelli, auteur d'une étude sur les effectifs du PCF, *Prendre sa carte (1920 -2009) Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Pantin-Bobigny, Fondation Gabriel Péri-Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2010, le PCF est à peine écorné par le choc de 1956, concernant le nombre de ses adhérents. Le rapport préfectoral d'avril 1957 souligne que dans le département de l'Hérault, les adhésions ont compensé les pertes induites par la crise ; ADH, 406W218/2. Concernant ses résultats électoraux nationaux, aux élections législatives du 2 janvier 1956, le Parti est encore le premier de France avec 25,7 % de suffrages exprimés mais à celles du 23 novembre 1958, il recule sous la barre symbolique des 20 %, avec 18,9 % de suffrages exprimés, sans que l'on puisse bien sûr directement imputer cette baisse aux événements survenus deux ans plus tôt. Pour Marc Lazar, l'année 1956 a provoqué en réalité un processus de rupture plus lent, échelonné dans le temps. Mais il faut aussi tenir compte des événements de Pologne et des effets du rapport Khrouchtchev.

64. Voir notamment Kecskès Gusztáv, « La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956 », *Relations internationales*, 2/2005, n° 122, p. 87-103. URL : www.cairn.info/revue-relations-internationales-2005-2-page-87.htm.